

Guerre et démocratie

PAR GHASSAN SALAME* *libérahim. 22.2.91*

On veut voir les Arabes plus démocrates. On n'a pas tort. D'abord les dictatures deviennent archaïques en cette fin de siècle. Et ensuite les Arabes méritent bien un Havel, et — pourquoi pas? — une Cory Aquino. C'est donc à qui ira de son pronostic pour prédire que la guerre du Golfe va ouvrir les vannes de la volonté populaire (sur le modèle de l'Argentine après les Falklands) ou, tout au contraire, geler les pas timides de certains pays arabes vers la démocratie (sur le modèle de l'Europe de l'Est après 1945).

Il faudrait être clair. La guerre du Golfe, vue de la région, n'est nullement la guerre de la démocratie contre la dictature. Si, comme personne ne rate plus une occasion de le rappeler après vingt ans de silence, l'Irak est une effroyable dictature, les pays arabes engagés dans la coalition sont de leur côté, loin d'être des modèles de démocratie. Epargnez à cet auteur de nommer les cas les plus évidents; ils sont dans tous les esprits.

Un cas mérite tout de même d'être cité, celui de la douce Egypte. Et, là, il faut le dire, on assiste à une véritable rechute. Une démocratie déjà bien restrictive a résolument fait un pas en arrière à l'automne dernier. Profitant du vacarme irakien, Moubarak a organisé des élections à la va-vite, suivant des modalités électorales pas du tout westminstériennes, et avec pour résultat le boycott des élections par l'ensemble de l'opposition. Les résultats furent exactement ceux qui avaient été recherchés par les autorités. Qu'on n'impute surtout pas cette rechute populiste à Saddam: le parti de l'opposition libérale Wafd est encore plus vociférant dans sa haine de l'Irak que le gouvernement du Caire. Le Wafd, pourtant, a été le premier à décider le boycott d'élections pour le moins douteuses, qui n'ont été en fait qu'un plébiscite sans valeur. Le reste de l'opposition devait ensuite le rejoindre. Un cynique pourrait même se féliciter, pour la coalition, que le monde arabe n'ait pas été trop démocratique au 2 août dernier. Dans les deux seuls pays arabes où un multipartisme sans entraves était alors établi, l'Algérie et la Jordanie, la rue paraissait très largement acquise à l'Irak. On peut même se poser la question de savoir si Bush aurait trouvé beaucoup de gouvernements arabes pour le soutenir dans cette guerre si la démocratie était partout installée de l'autre côté de la Méditerranée. En fait, chaque fois que les Arabes peuvent parler librement, ils n'ont guère tendance à soutenir massivement la coalition.

Car le problème est bien sûr profond. Il choquerait plus d'une âme tendre, élabousserait plus d'un paternalisme. Si on souhaite la démocratie, il faut se résigner à accepter ses conséquences. Mazowiecki aurait pu être un meilleur président que Walesa mais c'est ce dernier que les urnes ont désigné. La Hongrie mériterait un gouvernement fort, mais c'est une constellation de partis sans relief que les Hongrois ont choisie. Waldheim n'est pas le président que certains voudraient voir à Vienne: c'est celui que les Autrichiens se sont, démocratiquement, donné.

D'où l'exigence de clarté: qui veut narguer le chat doit accepter ses morsures, dit un proverbe arabe. Qui veut voir la démocratie fleurir outre-Méditerranée devrait se préparer à accepter son verdict. En la circonstance, des gouvernements qui auraient pu être bien plus sensibles aux thèses irakiennes parce que leur opinion publique l'est déjà; et à terme: les islamistes. Et c'est là où le bât blesse. Un courant secret se développe des deux côtés de la Méditerranée qui consiste à repousser aux calendes grecques une ouverture démocratique qui risquerait d'amener les islamistes au pouvoir. Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte usent de mille subterfuges pour ne pas les légaliser entièrement. Comme si tous les partis pouvaient exister sauf précisément celui-là. Le Caire s'est même embelli d'un parti des Verts, mais d'Islam, point. Ailleurs, faut-il le rappeler, on ne se contente pas de ce déni de reconnaissance: on emprisonne, on exile, on assassine.

Une telle retraite vers l'autoritarisme est intellectuellement déshonorante et politiquement dangereuse. On ne peut être pour la démocratie quand nos amis modernistes, bien rasés, polyglottes, ont de bonnes chances de l'emporter, et contre quand des barbus, monoglottes et abhorrant la cravate pourraient gouverner. Et puis c'est un jeu bien dangereux que celui qui consiste à pousser vers l'illégalité — et bientôt

vers la violence — des partis religieux qui croient, à juste raison, représenter un secteur substantiel de l'opinion.

A cela on répondra que les islamistes arrivés au sérail risquent de ne plus jamais vouloir le quitter. N'a-t-on pas dit cela des communistes de France et d'Italie après la guerre? Mais la France et l'Italie auraient-elles été une démocratie en 1945 si on avait interdit aux communistes d'alors de participer aux élections? Oui, la démocratisation arabe est un véritable jeu de poker. Il vaut mieux avoir les islamistes parmi les joueurs que de les en exclure. Face à une table où on aurait omis de les inviter, ils n'auraient plus que le choix de la renverser. Le meilleur moyen de montrer la fatuité des solutions religieuses à l'impasse sociale dans laquelle le monde arabe s'est résolument engagé ne consiste pas à réprimer ceux qui appellent de leurs vœux cette impasse, mais au contraire à faire l'effort d'exposer les tenants de l'islamisme, à obliger ses militants à se définir par rapport à des choix politiques et économiques précis. On verra alors que leurs généralisations douteuses ne sont d'aucun secours, que leur soif d'authenticité est bien factice, et qu'en réalité ils n'ont pour programme de gouvernement que des slogans bien creux. Mais l'exposition à l'air libre de cette énorme manipulation idéologique, de ce retour sélectif et arbitraire à certaines traditions, ne saurait être opérée qu'en amenant les courants les plus obscurantistes à la lumière. Les marginaliser par la voie bureaucratique c'est leur rendre service, c'est déplacer le débat sur un terrain facile pour eux, celui de leur droit à l'existence. Il faudrait au contraire les laisser s'exprimer, voire gouverner, pour que le monde arabe soit vraiment exorcisé face à leurs appels, immunisé face à leur démagogie.

Et puis la démocratisation n'a guère le même sens à Manille et à Prague, à Buenos Aires et à Alger. Certes, dans tous ces pays, mais pour des raisons différentes, des régimes autoritaires se sont trouvés coïncés. Mais l'appel au changement a été induit par des frustrations plus profondes: ici des vellétés populistes, là un retour du religieux, là-bas encore une impasse sociétale. Le déclenchement de la crise s'est

La démocratie n'est peut-être pas encore à l'ordre du jour dans l'Orient arabe. Le déplorer est souvent hypocrite en ces temps d'alliances, la vouloir seulement à moitié ne fera que le jeu de l'islamisme, mais chercher à l'exporter perpétuera les plus graves malentendus.



d'une place plus large au soleil du monde que celle d'une agora plus démocratique.

En matière d'idées, on ne peut obliger les peuples à vivre à la même heure. Ceux qui pensent que leurs revendications nationales gardent la priorité sur l'organisation intérieure de leur vie politique ont aussi le droit de s'exprimer. Les Arabes revendiquent le droit de rester nationalistes ou de parler religion, même si la mode est à la démocratisation. Le monde est fait de mille nations et les peuples vivent des histoires parallèles, pas toujours la même histoire. Le nier c'est affirmer implicitement que l'Occident a le droit de juger de la légitimité des revendications des autres peuples. Cela serait une rechute néo-coloniale, un paternalisme mal venu et le début d'un nouveau, d'un énorme, malentendu.

*** Directeur de recherche au CNRS et professeur à l'IEP**

d'ailleurs fait autour de slogans précis: les militaires dans les casernes, des classes moins bondées, le refus des remèdes du FMI ou la punition d'un crime emblématique. Les élites sont ensuite venues baptiser appel à la démocratie toute cette agitation. Les gens ont acquiescé à cette interprétation, qui redonnait accessoirement à ces élites un nouveau rôle dans la vie publique. Les journalistes étrangers sont allés interroger ces élites parlantes plutôt que les masses manifestantes. Mais cherchant souvent autre chose que des élections libres, les gens ont vite été déçus par la démocratie ou par ce qui en tient lieu. L'engouement maghrébin pour l'Irak est davantage un appel de puissance face à un Occident trop fort qu'un appel à la participation, davantage l'attente